

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

#3
MAR-AVR.10

1€

RÉFORME CHATEL DES LYCÉES RETRAITES À 65 ANS

POUR FAIRE PAYER LA CRISE AUX JEUNES ET AUX TRAVAILLEURS

ILS NOUS ARNAQUENT...

DANS CE NUMÉRO

ÇA BOUGE DANS LES BAHUTS !

page 5

INTERVIEW D'UN GRÉVISTE À ED
COLOMBES (92)

page 7

DOSSIER: LA JEUNESSE AU COEUR DE
LA RÉPRESSION

pages 8-13

8 MARS - LUTTES DES FEMMES

page 14



ON PASSE À L'ATTAQUE!

HAÏTI

DERRIÈRE LA CATASTROPHE NATURELLE...

Le tremblement de terre qui a touché Haïti le 12 janvier n'était pas prévisible, mais ses conséquences l'étaient : c'est la situation politique et sociale du pays qui explique leur ampleur.

Depuis son indépendance en 1805, Haïti a subi l'impérialisme des grandes puissances. De 1957 à 1986 la dette extérieure est plus que décuplée sous la dictature sanglante des Duvalier, soutenue par les pays occidentaux. Ce mécanisme d'endettement est un des éléments les plus efficaces pour lier les mains des gouvernements successifs. Et pour s'assurer de leur obéissance, les armées françaises et étasunienne sont présentes sur l'île en permanence.

Un cortège de mesures néo-libérales permet aux capitalistes de modeler le pays en fonction de leurs intérêts. L'économie locale de subsistance est ruinée car elle ne peut concurrencer l'arrivée

massive de produits étrangers. La population rurale est expulsée vers les bidonvilles des grandes agglomérations. Des zones franches sont mises en place pour que les multinationales bénéficient d'une main d'œuvre nombreuse, docile et sous-payée.

Les conditions effroyables dans lesquelles vit la majorité des Haïtiens sont donc bien la conséquence de politiques humaines délibérées et non pas d'une quelconque fatalité. Le prêt « accordé » par le FMI pour la reconstruction impose déjà des conditions : les fonds prêtés doivent être utilisés pour remettre sur pied les mécanismes de l'exploitation capitaliste, non pour financer des programmes sociaux réellement utiles à la population.

Nous opposons une autre logique que la reconstruction sous l'égide des impérialistes qui ont

plongé le pays dans la misère et



le chaos.

Notre solidarité doit aller aux organisations ouvrières haïtiennes, elle doit aider à développer et à organiser les luttes populaires, seules à même de parer les conséquences de futures catastrophes « naturelles ».

Clément (Paris)

Nous appelons à faire des dons aux organisations qui se battent pour la justice sociale, notamment Batay Ouvriye (organisation ouvrière haïtienne), Via campesina (syndicat paysan international) et Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde :

www.batayouvriye.org
www.viacampesina.org
www.cadtm.org

QUATRIÈME INTERNATIONALE

BILAN DU 16ÈME CONGRÈS

Le 16e Congrès de la IVe Internationale, qui s'est tenu à la fin du mois février 2010, a constitué un événement important pour les marxistes révolutionnaires et les anticapitalistes. Des délégations, d'une quarantaine de pays, de tous les continents y étaient présents. Ce congrès a également réuni un nombre important d'organisations invitées, non-membres de la IVe Internationale, notamment le NPA.

Les discussions se sont structurées autour de l'analyse de la situation internationale et de la crise globale du capitalisme. Une crise qui combine dimension économique, sociale, écologique, alimentaire, bref une crise qui montre, chaque jour, le coût humain de plus en plus élevé du fonctionnement du système capitaliste. Les discussions ont également portées sur le rôle et les tâches des révolutionnaires dans cette situation.

La crise actuelle met le système capitaliste face à la nécessité d'une mutation d'ensemble qui occasionne une instabilité importante.

En Amérique Centrale et du Sud, la situation est explosive. Des soulèvements sociaux et politiques globaux ont lieu ailleurs : Iran, Antilles, Europe de l'Est... Des mouvements massifs ont lieu dans de nombreux pays. Face à ces enjeux, il est nécessaire de chercher à reconstruire la conscience de classe, à constituer des forces anticapitalistes et à développer un programme politique qui ouvre la voie vers un « socialisme du 21ème siècle ».

L'existence de liens avec un courant international qui a assuré une certaine continuité historique dans la lutte contre le système capitaliste mais aussi contre tous les systèmes d'oppression, en particulier les États bureaucratiques de l'Est, et qui se revendique d'un projet d'auto-émancipation, donne une série d'outils théoriques et politiques pour se forger une certaine vision du monde. Les liens qu'entretient le NPA avec la IVème Internationale doivent être maintenus et enrichis.

Dimitri (Paris)

SOMMAIRE

International Page 2
Haïti
4e Internationale

Education Pages 4-5
Etudiants infirmiers,
Lycée Valmy, Masteri-
sation.....4

Réforme des lycées,
Mobilisation lycéenne
.....5

J.T Page 6
Grève chez ED, Retrai-
tes des apprentis

Dossier répression
Pages 7-13

Iran, Grèce.....8

Pays-Basque, Tunisie....
.....9

Mythe de l'insé-
curité, Mesures
sécuritaires.....10

Combatre la
répression.....11

Pourquoi l'Etat répri-
me-t-il ?.....12-13

Société Page 14

8 mars, Femmes et
éducation

Culture Page 15

Bradoushka, chanteur
et ouvrier

24H dans la tête d'Eric
Besson Page 16

EDITO

Les années se suivent et se répètent un peu.

Il y a six ans, la droite se prenait une déculottée aux élections régionales et européennes et décidait, moyennant un léger remaniement ministériel, de s'attaquer à la Sécurité sociale. Aujourd'hui, outre la victoire de la gauche dans les Régions, c'est surtout la régression sur les retraites qui est annoncée.

Il y a un an, en pleine crise économique, les gouvernements du monde entier nous disaient de ne pas nous plaindre et de participer à un effort de relance économique. Effort consistant pour les travailleurs et les jeunes à travailler plus pour payer plus, et pour les capitalistes à recevoir plus de cadeaux.

Aujourd'hui, on nous dit de ne pas nous plaindre, car la reprise est pour bientôt. Pour ce qui est des profits, c'est vrai. Tellement vrai que plus qu'une reprise, il s'agit d'une continuité, car les bénéfices des grandes entreprises n'ont jamais été vraiment touchés. Pour les salariés, par contre, c'est plutôt la reprise des licenciements et la continuité des bas-revenus qui s'applique.

Il y a un an, de l'autre côté de l'Atlantique, en Guadeloupe, nos camarades nous montraient la voie avec une grève générale historique. Aujourd'hui, les effets du néocolonialisme se font cruellement ressentir ailleurs dans les Caraïbes, en Haïti, avec des ravages qui sont bien plus dus au capitalisme qu'à une catastrophe « naturelle ».

Il y a un an, en France, le ras-le-bol de la population semblait s'organiser et converger dans les deux journées de mobilisation interprofessionnelles du 29 janvier et du 19 mars. Cette année, les luttes sont aussi nombreuses mais encore plus isolées.

Les dates du 12 mars dans l'Éducation, du 23 mars contre la réforme des retraites sont des points d'appuis pour lancer un grand mouvement général. Nous n'avons pas à bosser plus longtemps pour toucher toujours moins d'argent ! Nous n'avons pas à payer pour les exonérations de cotisations patronales et le chômage de masse, les vraies causes directes des problèmes dans les caisses des retraites !

Notre mot d'ordre, c'est que nous n'avons pas à payer la crise des capitalistes.

C'est celui des salariés d'ED qui luttent pour leurs acquis sociaux, c'est celui des fonctionnaires en Grèce, c'est celui des profs et lycéens du 93, c'est celui des ouvriers de Total à Dunkerque, c'est celui des femmes qui veulent accéder à l'IVG et qui luttent contre la fermeture des centres, c'est celui des 6000 grévistes sans-papiers de la région parisienne, c'est celui des 20% de jeunes privés d'emploi et de tous ceux qui occupent des boulots précaires...

C'est celui que Sarkozy et son État policier ne réussiront pas à faire taire !

La rédaction

MASTERISATION

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE...

Le 25 janvier a eu lieu une Coordination nationale universitaire (CNU), réunissant principalement des enseignants-chercheurs et très peu d'étudiants. Elle appelle à lutter contre la masterisation, qui modifie la formation des enseignants du primaire et du secondaire. La stratégie défendue est celle d'une non tenue des concours à l'automne 2010, dans la poursuite de la lutte initiée en 2009 sur les IUFM et les universités... Mais aucune stratégie n'a été adoptée pour s'adresser aux étudiants.

Les maquettes de master pro formant à l'enseignement sont des aberrations. Les enseignements n'aborderont plus les questions pédagogiques, et les stages ne seront plus formateurs. Les futurs enseignants seront lâchés sans préparation professionnelle.

Le master entraîne une sélection sociale : seuls les étudiants n'ayant pas la nécessité de travailler pourront préparer leur concours, leur mémoire de master, leurs examens et faire leur stage (non rémunéré) la même année.

C'est une ouverture vers la précarisation

et la mise en compétition des enseignants, qui mène à la fin du statut de fonctionnaire. Ceux qui obtiendront le master mais pas le concours, qui sera passé en début de deuxième année de master en non en fin de première année d'IUFM comme aujourd'hui, pourront être embauchés comme vacataires, coûteront moins cher, et seront ballottés de tous côtés sur des postes de remplacement.

La mobilisation qui commence à naître dans les lycées doit être un appel d'air pour reprendre dans les IUFM et dans les facs.

Fred (94)



MOBILISATION DES ÉTUDIANTS INFIRMIERS

DES ÉTUDIANTS BIEN VACCINÉS CONTRE LES RÉQUISITIONS !

Les étudiants en soins infirmiers (ESI) de troisième année ont été réquisitionnés pour les vaccins anti-grippe A de mi-novembre à fin janvier.

Durant cette période, les ESI se sont mobilisés et ont réussi à faire entendre leur voix contre des heures de travail non rémunérées, des pratiques contraires aux recommandations professionnelles (conditions d'hygiène déplorable, etc.). Mais, ils ont surtout dénoncé l'illégalité des réquisitions (avec envoi de la police et amendes de milliers d'euros pour ceux qui refusaient) qui s'appliquent, selon le code de la fonction publique aux fonctionnaires et non aux étudiants.

La manifestation du 17 décembre à rassemblé près de 1200 étudiants portant les revendications suivantes : paiement des heures réquisitionnées, exigence d'un encadrement par un infirmier diplômé, des conditions de travail correctes (avec temps de pause et respect des règles de base de l'hygiène), droit aux études dans de bonnes conditions. Les

ESI ont obtenu courant décembre l'arrêt des réquisitions pour ceux qui présentaient leur diplôme en février ainsi qu'une moindre réquisition pendant les vacances de Noël.

En janvier la mobilisation a tenté de se maintenir pour exiger le paiement de l'intégralité des heures, avec des discussions pour converger avec la lutte des infirmiers lors de la manifestation du 26 janvier. Mais elle a été rattrapée par les contraintes qui pèsent sur les étudiants, qui doivent parfois se rendre aux sessions de rattrapages ou se concentrer sur l'examen final (diplôme d'État).

Cependant, les ESI ont bien conscience que les heures travaillées sont dues. L'épisode des réquisitions a exacerbé leur vigilance. Beaucoup d'heures ne seront pas payées (car la présence des étudiants n'a pas toujours été validée par l'encadrement). C'est pourquoi nous devons continuer à en exiger le paiement !

Séverine (92 sud)

VALMY

VICTOIRE POUR MOHAMED ABOURAR !

Le 92 est un peu le labo de Sarko. C'est dans ce fief qu'il a élaboré ses réseaux et sa politique : expulsion des populations pauvres vers la périphérie ou d'autres départements, mesures sécuritaires, aménagement du territoire dans l'intérêt des grandes entreprises et des classes aisées (avec les réseaux qui mènent à La Défense)...

Les expulsions de sans-papiers sont aussi courantes que sur le reste du territoire, mais elles se font de manière plus « prudente ». Seuls trois lycéens ont été expulsés. La première était Suzilène, Cap-verdienne scolarisée au lycée pro Valmy à Colombes, expulsée en octobre 2006 et revenue en France en février 2007. Le deuxième était Taoufik, scolarisé à Louis Girard à Malakoff, expulsé vers le Maroc en août 2008 et revenu en avril 2009. Face à la mobilisation de leurs camarades, de leurs profs, des parents d'élèves la Préfecture semblait avoir renoncé à expulser les lycéens sans-papiers.

Mais un troisième cas est survenu, celui de Mohamed Abourar, Marocain, lycéen à Valmy, expulsé le 12 janvier 2010... Il y avait donc un triple enjeu à gagner son retour. D'abord pour lui, pour qu'il puisse finir ses études et rejoindre sa famille, ses amis, la vie qu'il a construite depuis son arrivée à l'âge de 13 ans. Ensuite, pour définitivement décourager l'État d'en expulser d'autres. Enfin, pour que cette victoire entraîne d'autres : pour que, dans le sillage de la victoire de Mohamed, d'autres sans-papiers sortent de l'ombre et se battent pour leur régularisation.

Grâce à une mobilisation sans faille, Mohamed est revenu en France le 27 février. Il faut célébrer cette victoire, en affirmant que nous continuerons la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers !

JB (92 nord)

LYCÉES

FAIRE TOMBER LA RÉFORME... ET LE MINISTRE AVEC !

Le gouvernement reste déterminé à imposer sa réforme du lycée malgré la mobilisation qui a regroupé chaque semaine, entre fin novembre et fin décembre, près de 5000 lycéens.

Cette réforme va mener à des parcours et à des diplômes individualisés (accompagnement personnalisé, livret de compétences...) et de plus en plus spécialisés (un bac correspondra à une filière bien précise dans l'enseignement supérieur). Ce que le gouvernement appelle « l'orientation active », c'est la sélection déguisée.

Les nouvelles annonces sur les programmes, sont dans la même lignée. Les programmes scolaires sont bâclés, sans consultation avec les enseignants. Les libertés d'interprétations sont immenses, ce qui va conduire à des enseignements différents selon l'enseignant et l'établissement scolaire.

Le gouvernement en profite pour faire passer des attaques idéologiques : exit le chômage en SES (on le connaîtra bien assez plus tard, pas la peine de l'étudier...) ; les programmes des nouveaux enseignements d'exploration en seconde sont très utilitaristes (pas la peine d'avoir de la culture générale, ça risquerait de nous ouvrir des voies !)...

La mobilisation lycéenne s'est momentanément arrêtée car nos

forces ne nous permettaient pas de continuer seuls après le 21 janvier. Mais l'opposition à la réforme n'a jamais été aussi forte.

La grève des profs du 21 janvier, a été un relatif succès par rapport au travail fait par les directions syndicales pour mobiliser. Les profs commencent à s'organiser pour retirer la réforme. Dans le 93, la grève se développe toujours au moment où nous écrivons ces lignes (voir article page 5). A Rennes, les AG de profs sont de plus en plus massives et représentatives, un appel est lancé à une nuit des lycées le 9 mars, et les profs cherchent à étendre l'action aux collèges, aux lycéens et aux parents !

La mobilisation des profs a été rendue en partie possible par la lutte des lycéens. Mais nous ne pouvons pas seulement nous passer le relais. Pour gagner, il faudra un mouvement d'ensemble des lycéens, des profs et des personnels !

Pour le construire, nous devons continuer le travail d'information sur la réforme auprès des lycéens, nous devons les convaincre que seule la grève, tous ensemble, au même moment, avec les autres catégories, nous permettra de gagner !

Jules (Rennes)

ÇA BOUGE DANS LES BAHUTS...

93: LA GRÈVE SUR TOUT LE DÉPARTEMENT

Début février, une mobilisation est lancée par les enseignants du 93. D'abord assimilée par les médias à un mouvement portant sur des problèmes de sécurité dans les établissements, on a pu voir que les enseignants se mobilisaient contre les politiques gouvernementales en matière d'éducation. Suppression de postes, réformes Chatel du lycée ou des concours d'enseignants (masterisation)... les revendications marquent une opposition au gouvernement, et une dénonciation des conditions de travail dans les établissements. Le mouvement s'est rapidement étendu, lycées, collèges et mêmes quelques écoles dans le département jusqu'à atteindre plus d'une cinquantaine d'établissements mobilisés à la mi-février, avec 5.000 personnes en manifestation à Paris, le 18 février.

Les lycéens aussi ont suivi le mot d'ordre de mobilisation avec des situations contrastées selon les établissements. Dans les villes, comme Aubervilliers, où la mobilisation est forte chez les enseignants, les lycéens sont peu actifs et se contentent de suivre

leurs profs ou rester chez eux. A Pantin, la mobilisation est partie des lycées pro, bloqués par les lycéens, qui vont ensuite débrayer les lycées aux alentours. Cela donne plusieurs centaines de lycéens en manif sauvage dans le département, certains rejoignant ensuite la manifestation des enseignants l'après-midi sur Paris.

Les revendications ? Si le point de départ est la suppression du BEP, cela va bien plus long. Ce qui ressort c'est la conscience de ne pas avoir d'avenir dans cette société, et que l'école ne fait que reproduire les inégalités du système. Face à la mobilisation des lycéens, une forte présence policière et aussi les premières équipes mobiles de sécurité (EMS), mises en place par Hortefeux. On retrouve le même type de dynamique à Saint-Denis, Saint-Ouen ou Montreuil, où des lycéens sont mobilisés. La prochaine étape est d'arriver à coordonner l'action entre les lycéens et travailler à étendre la grève dans les autres départements.

CHATEL SE PAYE UN PAU !

Les trois lycées palois ont décidé de rejeter la réforme Chatel. Dès le 2 février, ils étaient en blocage reconductible et en manif. A Barthou, mercredi, le blocage n'a pas complètement tenu, mais les élèves étaient en moyenne cinq par classe !

Jeudi 4, dans le même lycée, ils étaient 600 en AG, avec vote du blocage à plus de 75%. L'après-midi, 500 lycéens étaient en manif dans la ville. Le lendemain, la matinée était banalisée, afin que les élèves puissent présenter la réforme aux profs !

La répression s'est accentuée la semaine du 8 et les manifs ont été plus petites. Le fait de ne pas être suivis en dehors de la région a joué sur le moral des lycéens. Mais après les vacances, ils espèrent bien remettre ça, à l'échelle nationale cette fois !

INTERVIEW

GRÈVE À ED: «UN POINT D'APPUI POUR L'AVENIR»

Laurent Di Pasquale est salarié du magasin Ed de Colombes (92), délégué syndical CGT et militant au NPA. Il a participé à la grève illimitée de son magasin contre le passage en statut de location-gérance.

L'ÉA : Quelles sont les raisons de la grève ?

Laurent : L'enseigne Ed, appartient au groupe Carrefour et revend ses magasins en location-gérance pour accroître ses bénéfices. Un propriétaire indépendant reprend le magasin en gardant le nom Ed, et reverse un loyer. Les salariés y perdent les maigres acquis sociaux existants : le 13ème mois, la prime d'intéressement, la prime de participation, les tickets restaurants, la perspective d'évolution professionnelle... Le salaire est égal au SMIC ou à peine plus à Ed, ce sont surtout les primes qui sont intéressantes.

Les salariés n'ont pas le droit de refuser d'être vendus. Une fois le contrat de location signé, on est vendu comme du bétail ! Nous sommes partis en grève pour obtenir notre réintégration dans le groupe Carrefour, pour maintenir nos acquis sociaux.

L'ÉA : Comment avez-vous organisé votre grève, comment vous êtes vous adressés aux autres salariés ?

Laurent : Un premier appel à la grève a été lancé le 21 janvier à l'initiative de la CGT, contre le projet de mise en lo-

cation-gérance d'un tiers des magasins parisiens en 2010. Seuls trois magasins ont débrayé. Le 22 janvier, les salariés du magasin d'Evry, menacé de mise en location-gérance, sont partis en grève illimitée à l'initiative du syndicat SUD-Commerce. La direction a été surprise, des menaces ont été proférées à l'encontre des grévistes. Ils devaient remettre les clefs du magasin sous peine de poursuites. Heureusement, ils ne se sont pas laissés intimider. La direction a alors fait appel à un serrurier pour accéder au magasin et au coffre !

Sur Colombes, nous étions également menacés par la mise en location-gérance. Nous sommes partis en grève illimitée le 30 janvier, inspirés par la lutte en cours à Evry. Nous étions trois salariés mobilisés sur les cinq employés. Le chef de magasin ne nous a pas suivis, et le magasin est resté ouvert avec des salariés appelés en dépannage.

Chaque week-end, nous avons tenu un piquet de grève devant le magasin. Nous avons rapidement mis en place une caisse de solidarité afin de récolter des fonds auprès des clients et des passants. Ils ont fait preuve d'une solidarité importante. Plusieurs organisations syndicales et politiques ont assuré un soutien financier. Tout cela a renforcé notre détermination. Mais ce n'était pas suffisant, il fallait tenter d'élargir la grève pour construire le rapport de forces. Nous avons rencontré les grévistes d'Evry afin de nous coordonner, nous avons organisé des tournées sur les magasins de l'enseigne, en distri-

buant aux salariés un tract que nous avons rédigé appelant à nous rejoindre dans la grève. Ils ont été bien accueillis. Dans le secteur du commerce, la grève n'est pas une tradition ancrée. Beaucoup de salariés rencontrés nous ont dit qu'ils ignoraient même qu'ils avaient le droit de grève !

L'ÉA : Quel bilan tires-tu de la grève ?

Laurent : Notre lutte n'aura débouché que sur une victoire partielle, la réintégration dans l'enseigne et deux négociations de licenciement avec la direction. Si d'un point de vue matériel le bilan est mitigé, d'un point de vue moral, la victoire est totale. Mes collègues qui participaient à leur premier mouvement ont fait l'apprentissage de la lutte, ont appris à prendre la parole en public, ont pris une part active dans l'organisation de la grève.

En tant qu'anticapitaliste, cela peut paraître décevant de ne pas avoir réussi à maintenir l'emploi et de devoir négocier des primes de licenciement. Mais nous avons démontré que nous n'étions pas des moins que rien, que nous pouvions rester debout, que nous refusons d'être vendus comme du bétail. Rien que ça, c'est déjà une victoire, d'être restés debout et d'avoir fait grève, et ce sera un point d'appui pour l'avenir !

Propos recueillis par Romain (94)

RETRAITE D'APPRENTI V.S RETRAITE PROGLIO

Le gouvernement a annoncé son intention de modifier le mode de calcul des cotisations des apprentis. Le calcul des droits à la retraite passerait sur une base de 151 heures de travail par mois contre 169 heures aujourd'hui. Cette diminution signifierait une perte de deux trimestres de cotisations pour 15% des jeunes apprentis et une perte d'un trimestre pour encore 15%. En réalité, beaucoup travaillent plus de 35 heures par semaine. Mais peu importe leur temps de travail et leur salaire, la cotisation reste la même !

Henri Proglia, le nouveau PDG d'EDF, vient quant à lui de faire valoir ses droits à la retraite... De chez Véolia. A 60 ans et six mois, il n'a pas ses 40 annuités, le pauvre, à peine 38. Mais sa retraite Véolia sera néanmoins d'un

million d'euros par an. En revanche, pour les salariés ordinaires, les caisses sont vides !

C'est dans cette logique que Sarkozy a convoqué les syndicats à son « sommet social » pour lancer la dernière mouture de la réforme des retraites, qu'il promet pour septembre. Cette nouvelle réforme ne sera que l'un des volets de l'attaque générale que nous subissons.

Si l'on interdisait les licenciements, les suppressions de postes et si l'on embauchait massivement dans les services publics, c'en serait fini du chômage et les salaires provisionneraient largement les caisses de retraites.

Mais ne comptons pas sur les négociations à venir pour imposer ce genre de solutions : seules les luttes à venir paieront... Nos retraites !

Renaud (Toulouse)

LA JEUNESSE AU COEUR DE LA RÉPRESSION



RÉPRESSION : UNE ARME CONTRE UNE NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE ?

B.A.C., B.V.U., Police Nationale, Police Municipale, C.R.S., G.I.G.N., Gendarmes, Douanes... sont autant d'institutions de l'État qui trouvent très facilement leurs homonymes dans les États du monde entier. Leurs rôles ? : « Assurer la sécurité des personnes et des biens en faisant appliquer la loi. » Mais qu'en est-il dans la réalité ? Un homme politique du XIXème siècle voyait ces institutions comme « des forces publiques particulières nécessaires, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque Etat ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes ».

En suivant de près l'actualité, on voit que ces bras armés de l'État bourgeois retrouvent toujours leurs noms attachés aux termes de répression ou bavure. Vous vous souvenez de l'assassinat d'Alexandros GRIGOROPOULOS, jeune de 15 ans, abattu par la police grecque ; de la mort de Ziad et Bouna à Clichy sous Bois ou encore de Mouhsin et Laramy à Villiers-le-Bel, morts provoqués par des agents de police toujours en activité. Il y a encore l'affaire de Hakim AJIMI mort par l'utilisation d'une clé d'étranglement, pratique d'interpellation policière condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Mais la répression policière est par-

tout : de la rafle des sans papiers aux opérations violentes contre les enfants de Don Quichotte l'an dernier ; il y a aussi les lycéens et étudiants blessés par des tirs de flashballs ou des coups de matraques pendant les manifestations, ou encore la répression violente de la grève générale aux Antilles et la violence du G.I.G.N. contre les Kanaks... La liste est très longue et loin d'être terminée. L'utilisation de la violence est de plus en plus visible contre tous ceux qui veulent dire merde à cette société.

Cette colère spontanée, cette révolte qui ne réunit pas seulement les « jeunes de quartiers », mais plus largement celles et ceux qui ne vivent plus mais survivent, est légitime. Et cela des voitures en feu aux séquestrations de patrons. On ne le répétera jamais assez, mais les politiques antisociales menées depuis plusieurs dizaines d'années par les gouvernants tant de gauche que de droite ont des conséquences dramatiques pour les classes populaires. Les subventions allouées, aussi conséquentes soient-elles, n'ont jamais constitués des réponses adéquates aux problèmes exprimés, elles n'ont que fait retarder l'explosion de la colère et l'on sait tous que l'illusion ne s'alimente pas indéfiniment.

En quarante ans on est passé d'une main d'œuvre exploitée en usine à une main d'œuvre précarisée au possible, avec l'obligation de quémander des stages non rémunérés, des petits

contrats de quelques jours ou semaines et quand on veut demander des droits on se fait taper dessus. Alors faut pas s'étonner que face à une assiette vide, un enclavement, un manque d'accès aux services publics et en plus des habitations avec une architecture désocialisante, l'expression de leurs colères se fasse de plus en plus violente.

Le ras-le-bol des jeunes et des travailleurs se transforme de plus en plus en désespoir qui se manifeste en violence incontrôlable car l'illusion de trouver une place dans la société capitaliste n'est pas possible. En 2005, le recours à l'état d'urgence applicable sur tout le territoire a entraîné la mise en place d'une censure de la presse, l'interdiction des réunions publiques, des manifestations, sans parler des pouvoirs illimités de la police. Cela montre jusqu'où est prêt à aller le pouvoir pour faire taire la contestation.

Nous sommes toutes et tous concerné(e)s. CONSTRUISONS LA RIPOSTE ! Construisons ensemble la mobilisation de masse, la grève générale capable d'imposer les changements nécessaires pour avancer vers une société sans classes et émancipatrice !

Sarah et Siar (68)

IRAN

TOUJOURS LA RÉPRESSION...

Il y a 31 ans, la révolution iranienne mettait fin au régime du Shah Mohammad Reza Pahlavi, un régime à la botte des grandes puissances capitalistes, dont la police secrète, formée par d'anciens tortionnaires français, des agents du Mossad israélien et de la CIA, pratiquait la torture généralisée des opposants politiques. Pourtant, d'un régime à l'autre, un même système économique et étatique s'est maintenu.

Faute d'un courant politique progressiste crédible, la couche du clergé qui a pris le pouvoir n'a jamais rompu avec le capitalisme iranien, tourné vers l'exportation du pétrole et l'importation de denrées alimentaires. Tout comme à l'époque du Shah, l'économie de la République islamique se partage entre quelques familles dominant les principaux marchés d'exportation. Malgré les discours musclés, l'Iran n'a jamais effectué de réelle rupture avec les partenaires commerciaux de l'ancien régime, y compris les Etats-Unis. La crise de régime ouverte avec le tru-

ce cage électoral du 12 juin 2009 n'est à la base que la marque d'une division entre les principaux piliers du régime, les « réformateurs » révolutionnaires de la première heure, - et les Pasdars, les « gardiens de la révolution » qui accroissent toujours leur contrôle de l'économie. Cette crise a ouvert une brèche à la jeunesse, aux travailleurs, aux femmes et aux peuples opprimés qui veulent en finir avec le régime.

UN RENOUVEAU DE
LA CONTESTATION

Depuis le mois de juin, la révolte populaire continue malgré la répression sanglante. La gauche se reconstruit et l'hostilité à la République islamique se développe. 60% de la population a moins de 20 ans. Cette classe d'âge, en tête des manifestations, n'a pas connu le Shah ni les illusions dans Khomeiny, elle n'a rien à perdre face au chômage, à la pauvreté et à un ordre moral oppressant.



L'exemple iranien le montre : tout régime aux mains d'une minorité de profiteurs est voué à recourir à la répression la plus féroce dès lors que les classes populaires ne supporteront plus les injustices sociales qui structurent le système. La démocratisation de l'Iran ne pourra voir le jour que si la question du contrôle de l'économie par les travailleurs est posée. Toute solution de compromis entre les fondateurs et l'Occident ne servira qu'à maintenir la structure d'État actuelle, y compris la répression brutale.

JB (92)

GRÈCE

CRISE, ACQUIS SOCIAUX MENACÉS... L'ÉTAT GREC DÉFEND
SA POLITIQUE À COUPS DE MATRAQUES ET DE BAVURES.

La révolte de la jeunesse grecque en décembre 2008 a permis de dénoncer, à l'échelle européenne, la répression policière dans le pays. Aujourd'hui, malgré l'arrivée au pouvoir en octobre dernier d'un gouvernement de gauche sociale libérale (PASOK, PS Grec), la situation n'a que très peu changée. Le gouvernement continue ses attaques massives contre les travailleurs et les jeunes, en remettant en cause certains acquis liés au droit de grève, et pour ce qui concerne les étudiants par des tentatives de supprimer l'asile universitaire, c'est à dire l'interdiction pour la police de pénétrer sur les universités.

La moindre manifestation s'accompagne d'une présence policière démesurée. Le quartier populaire et étudiant d'Exarchia, bastion historique de la gauche radicale athénienne, est aujourd'hui

encore en permanence encerclé par des policiers en tenue antiémeutes, prêts à intervenir au premier signe d'agitation. En décembre dernier, lors des commémorations de l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos par la police grecque, la répression a une nouvelle fois été très violente. Des centaines de manifestants ont été arrêtés sous un nombre record de tirs de grenades lacrymogènes assourdissantes. Les charges des CRS grecs ont été démesurément violentes, ceux-ci n'hésitant pas à jeter des pierres sur les cortèges de manifestants ou à heurter délibérément des participants avec leurs motos ou leurs voitures.

Le système répressif grec se conjugue aujourd'hui avec les effets dévastateurs de la crise dans ce pays. Alors que la Grèce s'appête à connaître un forte

vague de mouvements sociaux contre le récent plan de rigueur économique adopté par le gouvernement socialiste, beaucoup se demandent quels seront les réactions des forces policières durant ces mobilisations et quelles seront leur influence. Les événements de décembre ont prouvés que la police grecque était toujours capable de débordements et de bavures. Il n'est pas exclu que des violences similaires se reproduisent si les mouvements de grève actuels débouchaient sur une grève générale importante.

Yohann (OKDE [1], Athènes)

1. OKDE, Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce, 4ème Internationale.

PAYS BASQUE

EUSKAL HERRIA LIBRE !

Le Pays basque (Euskadi ou Euskal Herria) est une nation méprisée et niée depuis longtemps. Du côté nord, l'Iparaldea, les Basques revendiquent, depuis la Révolution française, la reconnaissance institutionnelle des trois provinces basques. Du côté sud, l'Hegoalde, la négation nationale est plus récente et date principalement du franquisme (1939-1975). Le mépris et la répression sont les éléments centraux pour comprendre la notion d'indépendantisme, le besoin de reconnaissance d'un peuple, de sa culture, de sa langue et de son territoire.

UNE RÉPRESSION HISTORIQUE

La répression exercée par le régime militaire de Franco en Euskadi était caractérisée par la négation de son identité et l'interdiction de l'usage de sa langue (euskera) et de tout les symboles se référant à l'histoire et aux combats de son peuple. Si la constitution espagnole de 1978 officialise la langue et un statut d'autonomie qui pouvait satisfaire la bourgeoisie de Euskal Herria, la majorité du peuple basque allait voter contre cette constitution qui excluait la Navarre de son territoire historique.

TUNISIE

UGET: SOLIDARITÉ CONTRE BEN ALI ET SES AMIS DE FRANCE

Depuis dix ans, l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) est empêchée de tenir son congrès. Fin janvier, cinq syndicalistes étudiants, déjà exclus de leur université, ont été déférés pour « entrave à la liberté du travail, menaces, agression et violences contre un fonctionnaire. » Les faits remontent à octobre 2007, quand leur fac avait interdit une AG de préparation du congrès.

L'UGET subit une répression acharnée du gouvernement Ben Ali. Quinze militants, dont le secrétaire général, sont actuellement incarcérés, six ont été condamnés à des peines de prison et attendent leur appel, dix-sept font l'objet de poursuites et une cinquantaine sont exclus définitivement des universités tunisiennes...

Un comité de soutien s'est monté en France. Nos camarades ont besoin de soutien. En France, Ben Ali compte parmi ses amis Jean-François Copé, Michèle Alliot-Marie, Frédéric Mitterrand, mais aussi Bertrand Delanoë ou encore Claude Bartolone (PS). Lors de l'hommage à Philippe Seguin décédé récemment, peu de médias et de politiciens ont rappelé sa participation à un débat en l'honneur de la victoire de Ben Ali le soir même de sa réélection... Avec 99 % des suffrages !

Face à la répression, il ne faut compter que sur nos propres forces et non sur une quelconque intervention des autorités d'un autre pays. Il faut relayer les informations et les initiatives militantes organisées en France.

JB (92)

Plus d'info sur www.uget-solidarite.net

La constitution était le fruit du consensus entre la social-démocratie (PSOE), le parti communiste espagnol (PCE) et les héritiers de la droite franquiste avec à la tête du pays le roi Juan Carlos, désigné par Franco et garant de l'unité de la nation espagnole. La monarchie constitutionnelle a permis une continuité de la répression en Euskal Herria, que la jeunesse basque a en mémoire.

La naissance au même moment d'Herri Batasuna, parti politique indépendantiste et socialiste, marque la volonté du peuple basque d'apporter une réponse politique à la nouvelle situation. C'était sans compter avec l'assassinat de ses premiers élus au parlement de Madrid et avec la collaboration entre les sociale-démocraties de Felipe Gonzalez et celle de François Mitterrand pour mettre en place une organisation paramilitaire, le GAL, qui a assassiné plusieurs militants indépendantistes. Le nombre de prisonniers politiques n'a cessé d'augmenter.

De son côté le PNV (centre-droit nationaliste) offrait le soutien politique et social nécessaire à l'État espagnol pour sa contre-offensive policière.

Y ont fait suite la dispersion des prisonnier-e-s, les attaques incessantes contre Batasuna, la fermeture des organes de presses du mouvement indépendantiste, l'emprisonnement des journalistes et la diabolisation médiatique.

LIBERTÉ POUR LA GAUCHE ABERTZALE !

Depuis les années 90, la gauche indépendantiste (abertzale) réagit à la répression par une politique de construction et d'ouverture, dans une volonté de résolution du conflit. Elle affirme « la nécessité d'un processus démocratique national ouvert à tous les secteurs sociaux, culturels et politiques » afin de ne pas enfermer l'avenir d'Euskal Herria dans l'éventuel résultat d'une négociation entre l'ETA et l'État espagnol. Malgré cela, celui-ci a systématiquement interdit toutes les formations politiques qui, de près ou de loin, pouvaient représenter une alternative démocratique et indépendantiste. Pourtant, des organisations telles que LAB, syndicat lutte des classes, SEGI, organisation de jeunesse, se sont développées, mais aussi un courant unitaire capable de défendre l'éducation et la langue, favorable à l'autodétermination du peuple basque.

Aujourd'hui, il y a plus de 800 prisonniers politiques basques incarcérés en France et dans l'État espagnol. Fin novembre, 34 militant-e-s des différents mouvements de la jeunesse basque ont été arrêtés arbitrairement. Les partis politiques et les associations du mouvement indépendantistes sont systématiquement interdits. Ils ont du organiser un vote populaire pour protester contre l'invalidation partielle des listes électorales estimées « suspectes ». Leur principal porte-parole, Otegui, subit la loi anti-terroriste qui permet l'enfermement sans procédure préalable. Le droit d'expression est bafoué et l'autodétermination reste un combat à mener auprès des États Espagnol et Français.

Néva (Toulouse)

MATRAQUAGE... MÉDIATIQUE

LE MYTHE DE L'INSÉCURITÉ

Le thème de « l'insécurité » est fréquemment mise en avant lors des campagnes électorales, c'est un thème porteur aussi bien pour les médias, que pour la droite réactionnaire ou pour la « gauche » cogestionnaire et libérale.

Il faut rappeler d'abord que la possibilité d'être tué ou blessé lors d'une agression est infime. Chaque année, on compte quelques centaines de crimes de sang, généralement commis par un membre de la famille ou un proche, et beaucoup plus rarement dans le cadre de règlements de comptes mafieux. Les accidents de la route, domestiques ou du travail se comptent par dizaines de milliers. On a ainsi 200 à 300 fois plus de chances d'être tué en prenant le volant ou en effectuant un travail dangereux, que de recevoir une balle ou un coup de couteau. Concernant les agressions sexuelles, celles commises sur les enfants ont lieu le plus souvent dans les familles, voire dans les pensionnats religieux. La plupart des viols collectifs n'ont pas lieu lors de « tournantes en banlieue », mais lors des fins de bals de campagne.

Les licenciements, les délocalisations, les restructurations entraînent des millions d'individus dans la misère. Les conséquences de cette insécurité sociale là n'ont rien de comparables avec celles de la délinquance. En mettant en avant les actes de délinquance, les médias au service de la classe dominante cherchent à faire oublier la véritable insécurité, celle de perdre son emploi, d'être expulsé de son domicile, de se retrouver à la rue. On détourne ainsi l'attention des véritables victimes de l'insécurité, les classes populaires, en stigmatisant des boucs émissaires, la jeunesse précaire, souvent d'origine immigrée. La France est le second pays d'Europe derrière l'Irlande en nombre de flics par tête d'habitants. La police est souvent vécue, en particulier par les jeunes, comme un élément d'insécurité : rafles, contrôles au faciès, insultes... La police n'est pas là pour protéger la partie

la plus démunie de la population. Ce n'est pas sa fonction, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire.

Il existe une petite délinquance et des comportements sociaux difficiles à vivre au quotidien et dont sont victimes les catégories sociales les plus démunies. Pour l'essentiel, ces comportements sont liés à la déliquescence sociale due au chômage, à l'absence de perspectives, au développement de l'individualisme, à la disparition des associations et organisations ouvrières dans les quartiers populaires. L'insécurité réelle ou le sentiment d'insécurité ne pourront reculer qu'avec un changement des relations et des mentalités au sein de la population. Ce changement ne pourra être imposé de l'extérieur, par des éducateurs, ou pire par les policiers qui sont le bras armé de la classe dominante. Il ne pourra provenir que de l'auto-organisation de la population, par la lutte, afin d'obtenir de meilleures conditions de vie. C'est en construisant de véritables organisations populaires, de lutte et massives, en œuvrant à reconstruire une conscience de classe que l'on pourra redonner des perspectives, et ainsi faire reculer les comportements égoïstes et individualistes.



Romain (94)

SÉCURITAIRE

NOUVELLES MESURES À SARKOLAND !

En période électorale, le gouvernement de Sarkozy cherche à gagner un électorat de plus en plus ciblé à travers une politique de plus en plus sécuritaire et liberticide. On observe une augmentation importante du nombre de gardes à vue depuis le début du mandat, qui n'ont en rien permis de réduire ou de maîtriser la délinquance.

La concrétisation de ce projet passe par la loi LOPPSI II, la onzième loi sécuritaire depuis le début du quinquennat. Le gouvernement la présente comme un moyen de lutter contre le terrorisme et la pédophilie, mais elle traduit en réalité une volonté de flicage et de contrôle permanent de la population.

La mesure phare de cette loi, et celle qui suscite le plus de critiques, est la mise en place d'une surveillance internet par l'intermédiaire de mouchards informatiques envoyés sur l'ordinateur des suspects. Et même si ce procédé vise d'abord à la lutte contre la pédophilie, le risque est qu'elle s'étende plus largement (blocage des sites de téléchargement ou des sites militants...).

LOPPSI II va aussi renforcer la vidéo surveillance puisque l'État va pouvoir imposer aux communes des installations de caméras, même s'il prendra en charge une partie de leur financement.

Les plus jeunes sont concernés par cette loi, puisque le préfet pourra décider de la mise en place d'un couvre-feu pour les mineurs de moins de treize ans.

Face à cette offensive sécuritaire, il est temps de trouver de vraies réponses pour réussir à vaincre la délinquance.

Il faut en finir avec la destruction des services sociaux et instaurer un vrai service public d'Éducation, arrêter les offensives racistes qui stigmatisent une minorité de personnes pour nous diviser, garantir des emplois stables pour tous, interdire les contrats précaires qui nous enferment dans la pauvreté... Et surtout, il faut désarmer la police et dissoudre les organes répressifs comme la BAC !

Chloé (Le Mans)

QUELQUES EXEMPLES DE RÉPRESSION MASSIVE

MOUVEMENT LYCÉEN DE 2005

Alors que la loi Fillon sur les lycées est unanimement contestée, un fort mouvement s'engage. Le gouvernement n'en viendra à bout qu'à l'aide d'une répression jusqu'alors inédite pour un mouvement lycéen : plus de 200 arrestations, une vingtaine de procès, et une trentaine de mises en examen... La majorité des inculpés écope de peines avec sursis, un étudiant est condamné à deux mois ferme au Mans.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2005

Suite à la mort de Bouna et Zyed, réfugiés dans un transformateur EDF alors qu'ils étaient poursuivis par la police, les quartiers de Clichy-sous-Bois s'enflamment, bientôt suivis dans toute la France. Au total, 2 921 arrestations, donc 400 la nuit du 7 novembre. L'état d'urgence est décrété, avec couvre-feu et une circulaire invite les parquets à « utiliser toutes les qualifications possibles pour poursuivre les infractions ». Les émeutiers arrêtés sont systématiquement jugés en comparution immédiate ; une centaine de mineurs est emprisonnée.

MOUVEMENT ANTI-CPE DE 2006

Le dernier grand mouvement victorieux en France a ébranlé la classe dirigeante en redonnant confiance au mouvement social. Pour briser cette confiance, l'État a franchi un cap : plus de 4000 arrestations, 3500 gardes à vue, 1270 personnes traduites devant la justice, 67 peines de prison ferme... La répression administrative dans les facs et les lycées est plus difficile

à chiffrer, mais des dizaines d'exclusions temporaires ou définitives ont été prononcées contre des bloqueurs et des grévistes. A la Sorbonne, le recteur a même établi une « liste noire » d'étudiants qui n'ont pas pu rentrer dans leur fac à la reprise des cours !

RÉVOLTE DE VILLIERS-LE-BEL EN 2007

Après la mort de Mohsin, 15 ans, et Laramy, 16 ans, renversés par une voiture de police en mini-moto, la révolte éclate pour que la lumière soit faite sur les événements. Outre les arrestations sur le moment, trente-trois personnes sont arrêtées trois mois plus tard lors d'une opération policière aussi spectaculaire que musclée : près d'un millier de policiers sont déployés avec l'aide du RAID et de l'Office central de répression du banditisme pour envahir la cité et rafler les inculpés dans leurs appartements.

LES DERNIERS MOUVEMENTS

On a dénombré plusieurs dizaines d'arrestations durant le mouvement anti-LRU (2007) et les mouvements lycéen du printemps et de l'hiver 2008. Il aura fallu attendre mars 2010 pour que le policier qui a presque éborgné un lycéen de 16 ans en lui tirant dans l'oeil au flash-ball à Nantes en novembre 2007 soit mis en examen !

Mais ce sont surtout les interventions policières contre les blocages et les mesures disciplinaires dans les lycées qui se sont systématisées. L'État a appris des précédents mouvements et les attaque à la racine.

ANTI-RÉPRESSION

COMBATTRE LA RÉPRESSION ET LE TOUT SÉCURITAIRE? UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCE!

Aujourd'hui, la politique du gouvernement c'est « la tolérance zéro » avec des mesures sécuritaires et répressives au nom de notre sécurité : face aux violences faites aux femmes, la mesure phare est le bracelet électronique pour les hommes violents au lieu de renforcer l'aide aux victimes ; face à la violence scolaire, on met des flics dans les lycées ; on attaque des grévistes en justice et on licencie des syndicalistes. Dernièrement, le couvre-feu pour les moins de 13 ans et la criminalisation des familles des mineurs arrêtés par la coupe des allocations familiales montre bien la volonté de réprimer les jeunes et les plus pauvres. L'insécurité, c'est leur système capitaliste qui licencie, détruit tous nos acquis sociaux, précarise et expulse des sans-papiers.

ILS VEULENT NOUS FAIRE TAIRE !

On se rappelle de la bavure policière à Clichy-sous-Bois en 2005 et de la provocation de Sarkozy avec sa déclaration du « karchër » qui ont entraîné la révolte de nombreux jeunes. Le gouvernement a déployé un arsenal répressif puissant et instauré l'état d'urgence pour rafler les banlieues et mettre plusieurs dizaines de jeunes en prison.

En 2005, le mouvement lycéen a été systématiquement réprimé à coup de matraque, d'arrestations et de procès. Un mouvement unitaire de défense collective s'est alors organisé pour dénoncer la répression et la criminalisation du mouvement social, organiser des collectes d'argent pour rembourser les frais de justice et pour populariser la lutte. Et depuis, à chaque fois que les lycéens ou les étudiants se mobilisent, l'état envoie ses chiens pour nous faire taire.

S'ORGANISER POUR LUTTER CONTRE LA RÉPRESSION

Pour lutter contre la répression déployée par l'état pour étouffer toute révolte, une bonne défense juridique ne suffit pas, il s'agit toujours de construire un rapport de force. Le moyen le plus efficace de lutter contre la répression est que les luttes prennent en charge leur propre défense et qu'elles soient massives : c'est le nombre qui fait notre force face à leur violence et leur mépris.

Nous devons unir nos forces au-delà des divergences entre les organisations syndicales, politiques ou associatives pour soutenir les luttes et les populariser. La répression est une vraie attaque et un outil de contrôle et de domination de notre camp social. Notre force c'est l'indignation et la lutte collective.

Rosadulux (Nanterre)

POURQUOI L'ÉTAT

« QUI L'ÉTAT RÉPRIME-T-IL ? »

On le voit souvent dans les manifs la BAC et les flics ciblent des manifestants en particulier. Plus globalement, la répression de l'État ne touche pas n'importe qui. L'État réprime nos luttes, nos résistances, chaque fois que nous sommes dans la rue pour contester la politique du gouvernement et des patrons. Les lycéens qui se sont mobilisés en décembre dernier en ont fait l'amère expérience. Répression administrative, CRS systématiquement présents pour briser les blocages par la force... À Lille, les flics ont même lâché les chiens sur des jeunes et des lycéens qui se mobilisaient sur un bahut !

On voit rarement un patron poursuivi par la police pour non-respect de la loi. Et quand certains d'entre eux sont poursuivis en justice, ils s'en sortent souvent sans aucune peine. Exemple, à EDF une plainte a été déposée suite au suicide d'un salarié à cause des conditions de travail dans la boîte, le tribunal a tranché en faveur de l'entreprise. À l'inverse, les salariés n'ont jamais la justice de leur côté. Citons Alexis Antoine, gréviste des Molex, au dernier congrès de la CGT : « Quand le patronat bafoue quatre décisions de justice comme ce fut le cas chez

nous à Villemur-sur-Tarn, quand des patrons voyous décident de séquestrer les salariés en les empêchant de travailler et de rentrer dans leur usine malgré une ordonnance du juge, pas de trace des forces de l'ordre pour expulser la milice privée des dirigeants de Molex, pas de trace du moindre respect de la loi. ». L'arsenal

policier de l'État n'est utilisé que contre le mouvement social. Et cet arsenal n'est pas que physique. L'État est aussi un surveillant au service du pouvoir. La nouvelle loi sur la sécurité intérieure (LOPPSI 2) d'Hortefeuix n'y va pas par quatre chemins : vidéosurveillance généralisée, couvre-feu pour les moins de 13 ans, fichage des individus pouvant « porter atteinte à l'ordre public »... Les Équipes Mobiles de Sécurité qui vont se mettre en place dans les bahuts n'ont pas pour objectif de lutter contre l'insécurité scolaire. Il s'agit de briser les futures luttes lycéennes.

« L'ÉTAT N'EST-IL PAS NEUTRE ? »

L'État n'est pas neutre. De tout temps il a été au service de la classe dirigeante. Pour augmenter les salaires : «

les caisses sont vides ». Pour renflouer les banques et le système en période de crise : 360 milliards d'euro de plan de relance. L'État est le garant des profits des patrons en cas de problème. BNP Paribas vient d'annoncer 22 milliards d'euro de bénéfice pour l'année 2009... grâce à l'intervention de l'État.

Et pour s'assurer un contrôle sur la politique que mène le gouvernement, les patrons ne s'embarrassent pas d'artifice. Cela se fait par le moyen le plus sûr : la dette de l'État. Cette dette est issue des emprunts que l'État contracte auprès des banques et qu'il doit ensuite rembourser. Ainsi, par le biais de la dette, le grand patronat et les banques à son service ont un contrôle direct sur les investissements de l'État. Pas étonnant que le remboursement de la dette constitue le deuxième poste budgétaire.

« MAIS ALORS POURQUOI LES PATRONS ET LES LIBÉRAUX VEULENT TOUJOURS « MOINS D'ÉTAT » ? »

Quand il s'agit de sauver le capitalisme par des plans de relance faramineux, on n'entend pas un patron qui crie au scandale. Moins d'État mais pas n'importe quand et pas pour n'importe quoi. Quand il s'agit de privatiser des secteurs rentables pour faire des profits (comme La Poste ou GDF par exemple) il faut moins d'État. Pour les secteurs soi-disant non-rentables, comme la sécurité sociale par exemple, l'intervention de l'État est favorisée. Par exemple, plutôt que de prendre sur des cotisations patronales pour financer l'assurance maladie, on propose de le faire par le biais de l'État, c'est-à-dire de nos impôts. C'est ce qu'on appelle la socialisation des pertes et la privatisation des profits.

Quand Sarkozy refuse de remplacer un fonctionnaire sur deux, il n'y a pas « moins d'État ». Il y a simplement de belles économies à la clé et une casse des services publics pour mieux les privatiser ensuite. De plus, certains postes budgétaires, comme ceux de la police ou de l'armée, sont en constante augmentation depuis des années. Pas question de réduire les dépenses dans ces domaines !

« SANS L'ÉTAT ET L'ARMÉE, QUI NOUS DÉFENDRAIT ? »

L'armée française ne sert pas à défendre la population dans son ensemble. Elle sert à défendre les intérêts de l'impérialisme français. 7 bases militaires permanentes existent aujourd'hui en Afrique. Ce n'est pas pour assurer « la paix » mais plutôt pour intervenir dès que les





RÉPRIME-T-IL?

intérêts de Bouygues, Total ou Bolloré sont menacés. Si la première visite de Sarkozy à l'étranger après son élection était pour Omar Bongo (dictateur gabonais aujourd'hui décédé) c'était pour l'assurer de son soutien. En effet, pour que les profits juteux des multinationales françaises en Afrique ne soient pas malmenés, la France intervient directement, parfois militairement, pour maintenir au pouvoir des régimes dictatoriaux. L'intervention militaire au Tchad en est l'un des derniers exemples.

« MAIS L'ÉTAT A TOUJOURS EXISTÉ ? »

L'État n'a existé que pendant une petite partie de l'histoire de l'humanité. Et il n'est pas apparu par hasard. Ce n'est pas un outil neutre dont la société s'est dotée à un moment de son histoire pour assurer l'intérêt collectif. Il est le produit de la division de la société en classes sociales distinctes. Quand une minorité de la population a pu se dégager de la nécessité de travailler en vivant du travail des autres, elle a pu constituer un patrimoine qui au fur et à mesure de l'histoire s'est transformé en capital jusqu'à l'apparition du capitalisme. Pour s'assurer que ce capital reste entre ses mains, les classes dirigeantes ont eu besoin d'institutions pour garantir leur domination sur le reste de la société. Là est l'origine historique de l'État. Il est le résultat des contradictions de la société et de la domination d'une classe sur une autre. Il disparaîtra quand disparaîtront ces contradictions et cette domination... une fois le capitalisme renversé !

« ALORS POURQUOI L'ÉTAT RÉPRIME ? »

Car fondamentalement l'État n'est pas neutre. Il a une nature et une fonction de classe. Et sous le capitalisme, cette classe c'est la bourgeoisie et à sa tête le grand patronat. La répression est la défense de l'ordre établi, notamment de l'ordre économique. C'est donc la défense de la propriété privée des moyens de production. C'est

la défense des profits d'une minorité de la population tirés de l'exploitation du travail de la majorité. Engels disait : « L'État se résume à un groupe d'hommes en armes ». Cette définition est toujours d'actualité même si l'État a évolué et s'est perfectionné au fil des années, notamment dans ses formes de contrôles, de répression et d'intégration idéologique. Car le rôle de l'État n'est pas seulement de réprimer tout ce qui bouge. Une telle société n'est guère imaginable. Pour maintenir l'ordre, l'idéologie dominante, et particulièrement les illusions dans les institutions, sont d'un grand secours

aux capitalistes. Comme le chante La Rumeur : « La meilleure des polices ne porte pas l'uniforme (...). La meilleure des polices c'est ton taf, ta télé, tes crédits (...). C'est tes retenues sur salaire et le découvert avant la fin de la semaine (...). La meilleure des polices c'est quand les pauvres savent rester à leur place sans besoin de les maquer. ».

« POURQUOI SE POSER CETTE QUESTION AUJOURD'HUI ? »

Notre rapport aux institutions et donc à l'État n'est pas une question purement théorique. Dans nos luttes, au quotidien, nous sommes confrontés à ce problème. Par exemple, dans une mobilisation faut-il compter sur nos propres forces et massifier le mouvement ou interpeller les députés ? Pour

résister aux attaques du gouvernement et mettre un coup d'arrêt à sa politique, faut-il compter sur nos Assemblées Générales ou sur l'Assemblée Nationale ? L'État est au service des intérêts de la classe dirigeante. Il ne peut être mis au service des nôtres. Vouloir renverser le capitalisme pour construire une autre société implique donc de renverser ses institutions pour en construire de nouvelles, par en bas.

Danny Dhan (Lille)



FÉMINISME

POUR LES DROITS DES FEMMES, LE 8 MARS D'ABORD
ET TOUT LE RESTE DE L'ANNEEAUX ORIGINES DU 8 MARS :
LA LUTTE !

C'est en 1910, lors de la deuxième conférence internationale des femmes socialistes que la décision fut prise, à l'initiative de Clara Zetkin, de célébrer chaque année une journée internationale des femmes. Le 8 mars 1917 (23 février du calendrier russe) eurent lieu à Petrograd des manifestations d'ouvrières que les bolchevicks ont désignées comme le premier jour de la révolution. Une nouvelle tradition est alors instaurée et la date reprise par la IIIe internationale.

Dans les années 1970, les féministes ont dénoncé la transformation de cette journée de luttes en « fête des femmes » avec le slogan « fêtée un jour, exploitée toute l'année », tout en manifestant régulièrement à cette date. En France, ce n'est qu'en 1982 qu'elle a été institutionnalisée. La journée internationale pour les droits des femmes n'est pas un folklore d'hystériques mais bien une journée de lutte et d'action féministe car les inégalités et l'oppression des femmes existent toujours. C'est un moment privilégié de mobilisation où il s'agit de rendre visibles des revendications pour les femmes toujours largement discriminées et dont les droits sont en recul.

8 MARS 2010, UN CONTEXTE
PARTICULIER : LA CRISE !

Et depuis le début ce sont les plus exposé-e-s à la précarité qui la payent sévèrement. Les femmes qui touchent encore en moyenne 30% de moins que les hommes à travail égal et qui occupent actuellement 80% des temps partiels sont les plus touchées par la crise. Elles sont également en première ligne de mire des attaques du gouvernement contre nos acquis, tous les services publics et nos retraites car en ce moment, ça sent mauvais la privatisation et les contre-réformes libérales.

Quand Bachelot lance sa nouvelle réforme à l'assaut du service public de santé, les droits des femmes sont attaqués : des dizaines de fermetures de centres IVG vont limiter le droit à l'avortement et mettent à mal le droit des femmes à

disposer de leur corps. Le Planning Familial, espace de prévention et de soins privilégié pour les jeunes femmes est attaqué avec des baisses de budget et des fermetures.

Et quand le gouvernement fait mine de s'intéresser aux droits des femmes, il continue de mener une politique anti-sociale. La proposition parlementaire de loi contre les violences faites aux femmes vient vider de son contenu la proposition de loi-cadre faite par le Collectif National pour les Droits des Femmes en axant les mesures d'urgence sur le sécuritaire et le répressif au lieu de renforcer l'aspect social à travers les aides aux victimes de violences.

ÇA PUE LE RETOUR À L'ORDRE
MORAL ET RÉACTIONNAIRE,
MÉFIEZ-VOUS !

Le gouvernement instrumentalise les discours féministes à des fins racistes dont la loi sur la burka dans le cadre du débat sur l'identité nationale est un des

exemples.

Partout des manifestations ou des rassemblements se tiendront.

Plus que jamais, il s'agit d'aller y exprimer notre refus d'un nouvel ordre réactionnaire, de s'y battre, entre autre, pour un véritable service public de la santé, de l'éducation, de la petite enfance et le respect du droit à l'IVG.

Enfin, ce 8 mars est aussi une première échéance dans la 3ème marche mondiale des femmes dont les initiatives rythmeront les mois à venir et à laquelle les jeunes du NPA participeront à travers la construction de groupe jeunes unitaires.

Rosadulux (Nanterre)



FEMMES VS ÉDUCATION

LES FILIÈRES SEXUÉES SONT
TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Les femmes représentent plus de 75% des effectifs dans les filières de sciences humaines, langages, arts... ces mêmes filières qui concentrent la grande majorité des étudiant-e-s exerçant une activité professionnelle qui met en péril la poursuite d'études. Comme toujours, les femmes sont premières sur la précarité !

La LRU, soit le passage des universités à une gestion d'ordre privé, implique que celles-ci doivent avoir des formations « rentables » (informatique, maths, économie...). A ce jeu là, ce sont les filières fréquentées en majorité par des femmes qui sont les premières menacées.

LA DIMENSION SEXISTE DES
ATAQUES CONTRE L'ÉDUCATION

Pour faire baisser le coût du travail,

le gouvernement s'attaque à toutes les garanties collectives des travailleur-se-s dont, les diplômes : on crée des filières courtes pour former des salariés malléables sur le marché du travail et des filières longues réservées à une élite qui aura les moyens de se payer des études. Un exemple: la masterisation. Pour passer les concours de l'Éducation nationale, il ne faut plus une licence mais un master. Or seulement 4% des étudiant-e-s vont en master. Si les femmes représentent 56% des étudiant-e-s, plus le niveau d'étude est élevé moins elles sont présentes. Les étudiantes, subissant plus de pression financière et familiale, arrêtent plus tôt leurs études pour travailler. Cette réforme va donc exclure les étudiant-e-s les plus précaires du concours des profs et en premières les femmes. Imposer des revendications féministes dans nos luttes contre la casse de l'Éducation est bien d'actualité

SANDOUVILLE

BRADOUCHKA REND HOMMAGE AUX TRAVAILLEURS QUI LUTTENT



Bradouchka est un jeune ouvrier et chansonnier, parodiste et humoriste rouennais de 23 ans, socialement engagé. En décembre 2009, il écrit « Sandouville » pour saluer le courage des ouvriers de chez Renault qui luttent contre les licenciements et les délocalisations. Puis arrive la réalisation du clip, réalisé avec la CGT de Renault Sandouville, qui connaît un véritable succès sur le net.

Comme le dit Bradouchka dans sa chanson, « qui veut la peau de Sandouville devra nous passer sur le corps, qui sonne le glas de notre usine n'a pas encore réglé notre sort, nous le voulons, vous le voulez, élus, dirigeants, écoutez ! Prenons en main notre destin, fini l'angoisse des lendemains... »

L'ÉA : D'où est venue l'idée de réaliser la chanson Sandouville ?

Bradouchka : Je suis moi même ouvrier, donc je suis directement touché par ce qui arrive quand les boîtes ferment. La situation est désastreuse dans les entreprises, ça ferme un peu partout. Il y a une vraie déshumanisation, les gens ont peur, ils sont divisés, il y a une pression énorme sur les ouvriers. On a beau se démener, il y a un vrai manque de solidarité, chacun défend son bifteck de son côté. Heureusement, il y a des gens qui relèvent la tête et qui réagissent, comme à Philips par exemple où la lutte est exemplaire. Pour s'en sortir, il faut vraiment qu'il y ait une union des luttes. C'est possible si on se met tous d'accord. Quand on ne fait que manifester, les médias minimisent et cela a peu d'impact. Les salariés ont peur de se faire licencier, alors ça arrive qu'on sente la moutarde monter, et pas que dans le privé. Par exemple les ouvriers l'année dernière qui avaient placés des bonbonnes de gaz sur le toit de leur usine, ou ceux qui avaient séquestré leurs patrons.

A l'origine la CGT de Sandouville m'a contacté pour faire la chanson. Pour moi c'était naturel d'accepter, tout ce qui permet de lutter contre la misère sociale m'inspire. Aujourd'hui, la chanson est bien connue par les salariés de la boîte, certains l'ont même en sonnerie de téléphone ! C'est devenu quelque chose de populaire. Ça a dépassé le cadre de la CGT, les non syndiqués aussi se sont accaparés la chanson.

L'ÉA : Ce n'est pas la première fois que tu réalises une chanson engagée.

Oui, l'année dernière j'avais fait une chanson intitulée « Lettre d'expulsion », en parodiant le style de Renan Luce. Il s'agissait avec cette chanson de rendre hommage à ceux qui souffrent de l'exclusion, du racisme et de toutes autres formes de discrimination. La chanson raconte avec ironie les « aventures » d'un clandestin. Il ne faut pas oublier que c'est un sujet grave et que la « guerre » menée contre les sans-papiers est intolérable.

J'ai aussi fait la chanson « l'effet Sarkozy » pour rendre hommage à notre bon roi-président à la sauce Bénabar. Je suis engagé, de gauche, mais je critique aussi la gauche quand il faut. J'avais fait la chanson « Martine est revenue », parodie de « Mathilde » de Jacques Brel, qui évoque la victoire frauduleuse de Martine Aubry aux élections internes du parti socialiste en novembre 2008.

Au niveau musical, je suis un grand fan de Renaud, sauf ses derniers disques qui laissent vraiment à désirer. Autrement, je m'inspire beaucoup de Gainsbourg, et j'aime beaucoup le style des Cowboys Fringants, des Québécois. On manque de groupes engagés qui reprennent les thèmes sociaux, il y a bien le rap mais ça n'est pas très populaire. On a aussi les artistes qui font de la fausse rébellion, ou des artistes autrefois engagés qui aujourd'hui sont devenus des vieux cons et défendent la loi Hadopi, qui se battent contre le téléchargement.

L'ÉA : Tu es un artiste engagé aux côtés des salariés qui luttent, comment envisages-tu le combat plus général contre le gouvernement, contre le système capitaliste ?

Je ne suis pas un représentant syndical ou politique, je n'en ai pas les talents nécessaires. Avec mes chansons, je fais plus de la lutte culturelle que politique. Je veux saluer le courage des ouvriers qui luttent et ne se laissent pas démonter par les licenciements, les suicides au travail, les délocalisations, par le grand tsunami mondial, que certains appellent la crise, d'autres le capitalisme, peut importe... Avec les partis politiques, si je devais voter aujourd'hui, je serais bien embêté. Le NPA propose de lutter contre le capitalisme, ce sont des idées justes mais c'est un peu utopiste, tu le vois quand tu es confronté à la réalité au jour le jour au boulot. Sortir du capitalisme, si aujourd'hui ça veut dire vivre l'autarcie, ça sert pas à grand chose, ça n'a pas de sens. Pourtant, le capitalisme aujourd'hui c'est les boîtes qui licencient, le chômage, le conditionnement, la déshumanisation, etc.

*Le site internet de Bradouchka :
<http://www.bradouchka.com>*

24 H DANS LA TÊTE D'ERIC BESSON

7H

Ouuuuah ! J'ai une pêche d'enfer ce matin ! Je regarde mes mails tout de suite, je suis sûr qu'il y a eu plein d'expulsions cette nuit !

7H10

50 expulsions... Bon score, mais on a fait mieux. Je vais appeler les préfets pour leur mettre la pression. La moyenne ça doit être 74 par jour pour atteindre les 27 000. Si on n'en fait pas une majorité pendant la nuit, on risque toujours d'avoir des manifs dans les aéroports. Pendant que je suis sur internet, je vais regarder les sondages de popularité.

7H15

Ouiiii ! Je suis toujours le ministre le plus impopulaire ! 33% de satisfaits ! Je suis en-dessous de Péresse et Hortefeux ! Quand même, je me demande qui c'est ces 33%... Enfin, avec un score comme ça, j'ai un peu l'impression d'être resté socialiste.

7H30

Ah, il faut que j'appelle Monsieur Sarkozy ; je le réveille tous les matins en lui chantant la Marseillaise. Ils peuvent toujours se battre entre eux Copé et Bertrand, mais ce sera toujours moi le plus gros fayot du gouvernement.

9H

Une manif devant mon Ministère, encore les gauchistes de RESF ? Ah non, c'est la CGT cette fois. Ah je les reconnais ces ouvriers ! Ce sont eux qui ont fait les travaux dans mon bureau. Ben ils avaient qu'à pas être sans-papiers !

Je l'avais bien dit en 2007, quand j'étais socialiste : « Nicolas Sarkozy justifie la nécessité d'une nouvelle loi sur l'immigration par son souci de vouloir « promouvoir une immigration choisie » pour la substituer à « l'immigration subie ». En fait, sa loi aboutit surtout à précariser la situation des étrangers installés en France. (...) En d'autres termes, Nicolas Sarkozy fabrique des sans-papiers, lui qui prétend lutter contre l'immigration clandestine ! » (1)

A l'époque, les gens avaient crû que c'était une critique ! En fait, c'était juste de l'admiration.

9H15

D'ailleurs, j'avais aussi dit que « Les associations dénoncent une application restrictive de la loi et des inégalités territoriales dues aux exigences différenciées des services préfectoraux d'un département à l'autre du territoire français. »

J'ai pris des mesures là-dessus : j'ai remplacé les associations d'aide aux immigrés par des associations créées par des membres de l'UMP. Comme ça elles ne dénonceront plus grand chose. Et aussi à mettre la pression à tous les préfets pour qu'ils expulsent à tour de bras.

D'ailleurs je vais m'y mettre tout de suite. Appeler 100 préfets en une journée, c'est long, mais c'est le prix pour être toujours bien vu de Monsieur Sarkozy. De toutes façons, c'est toujours mieux que d'aller me fader des débats débiles sur l'identité nationale ou d'entendre mon ex-femme à la radio dire du mal de moi... Si j'arrivais à une expulsion par département par jour, on serait à 36 500. Le rêve ! Mais je serai encore loin de Zapatero et de ses 100 000 expulsions en deux ans. D'ailleurs, il faudrait que je pense à l'inviter dans mon club de socialistes de droite... Enfin, mon parti politique, il serait plus populaire que Tony Blair.

18H

Aaah ! J'ai l'oreille toute rouge à force de téléphoner. Enfin, au moins c'est fait. Je pense qu'aujourd'hui on a dépassé les quotas d'expulsions. Je vais appeler Monsieur Sarkozy pour lui dire.

20h

Je file, je dîne avec Jean-Marie Messier. Mon vieil ami, celui qui m'a présenté à Monsieur Sarkozy quand j'étais encore au PS. Ils auraient du s'en douter les socialos que j'étais de droite vues mes fréquentations ! Messier, il a fait beaucoup pour notre identité nationale. Pas comme les gauchistes avec leurs 35h ! Déjà à l'époque j'étais contre. C'est lui qui m'avait ouvert les yeux en me faisant rencontrer les pauvres patrons pris à la gorge par les RTT. C'est marrant, j'ai souvent été influencé politiquement par des gens qui s'appellent Jean-Marie...

Mars 2010



L'ÉTINCELLE ANTI-CAPITALISTE

RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

S'organiser à l'échelle internationale !

La nécessité de l'unité des travailleurs de tous les pays est évidente pour beaucoup de militants et d'organisations. Mais son application est beaucoup plus compliquée.

Les classes dirigeantes structurent le monde à l'aide d'organisations comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, l'ONU... Il est plus que jamais indispensable de construire des solidarités et de renforcer la coopération entre les organisations anticapitalistes de tous les pays.

Chaque année, les rencontres internationales de jeunes (RIJ) rassemblent des centaines de jeunes anticapitalistes et révolutionnaires de toute l'Europe et d'autres continents durant une semaine. C'est un moment phare pour la construction d'une riposte mondiale au capitalisme. Elles permettent de connaître et d'analyser la situation politique de différents pays, de se coordonner concrètement avec d'autres organisations. Par exemple, nous discutons de notre intervention lors des forums sociaux internationaux ou encore de manifestations européennes. L'an dernier, des rencontres régulières entre les lycéens français et italiens ont permis d'échanger sur les mobilisations des deux pays et les problèmes concrets rencontrés. Cela a aussi favorisé des liens plus durables, permettant d'avancer vers des luttes communes contre un système global : le capitalisme.

Alban (Le Mans)

Les RIJ 2010 se tiendront en Italie du 24 au 30 juillet, n'hésitez pas à nous contacter pour y participer !

(1) <http://hebdo.parti-socialiste.fr/2007/01/10/347/>